535 (VI). Développement et concentration des efforts de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en matière sociale

L'Assemblée générale,

Consciente du rôle qui, aux termes de la Charte, incombe au Conseil économique et social en ce qui concerne la définition de la politique sociale des Nations Unies et les moyens de favoriser le progrès social et l'établissement d'un niveau de vie plus élevé dans une liberté plus grande,

Considérant que les mesures de développement social et d'assistance technique sur le plan social doivent aller de pair avec les mesures de développement économique et d'assistance technique sur le plan économique,

Considérant que, dans le cadre de programmes sociaux à long terme, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées devraient prendre immédiatement des mesures d'ordre pratique dans les domaines où ces mesures pourraient donner à bref délai des résultats positifs, particulièrement dans les pays insuffisamment développés, aussi bien autonomes que non autonomes,

1. *Invite* le Conseil économique et social à examiner en détail, et en tenant compte des considérations ci-dessus, les travaux entrepris par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine social, ainsi que les travaux de même ordre effectués par les institutions spécialisées, en vue d'accomplir les diverses tâches sociales que lui assigne la Charte, et à prendre les mesures nécessaires pour que les efforts aussi bien que les ressources soient effectivement concentrés sur les problèmes sociaux dont une action internationale faciliterait la solution rapide, particulièrement dans les pays insuffisamment développés, aussi bien autonomes que non autonomes;

2. *Attire* l'attention du Conseil économique et social sur le rapport concernant la situation sociale dans le monde¹, qui doit être présenté à la Commission des questions sociales à sa prochaine session et invite le Conseil, en tenant dûment compte des conclusions formulées dans ce rapport et des suggestions soumises par les pays directement intéressés, à établir un programme d'action pratique pour l'Organisation des Nations Unies dans le domaine social qui sera mis en œuvre avec la coopération des institutions spécialisées, et à soumettre ce programme à l'Assemblée générale si possible lors de sa septième session.

*371ème séance plénière,
le 2 février 1952.*

536 (VI). Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance

Considérant que par sa résolution 417 (V), du 1er décembre 1950, l'Assemblée générale a confirmé qu'il était nécessaire de poursuivre l'œuvre de secours pour soulager les souffrances des enfants, notamment dans

¹ Voir la résolution 280 (III) adoptée le 13 mai 1949 par l'Assemblée générale et la résolution 309 F (XI) adoptée le 13 juillet 1950 par le Conseil économique et social.

les pays insuffisamment développés et dans ceux qui ont été dévastés par la guerre et par d'autres calamités,

Considérant que le Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance contribue à l'heure actuelle à la mise en œuvre de programmes qui, s'ils sont menés à terme, seront profitables à 42 millions d'enfants,

Considérant que le Fonds est actuellement saisi de demandes justifiées qui peuvent être satisfaites par une aide internationale de faible importance eu égard au soulagement considérable qu'elle permettrait d'apporter aux souffrances des enfants,

L'Assemblée générale

1. *Attire* l'attention sur l'urgente nécessité de fournir au Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance les moyens de poursuivre sans interruption son œuvre en faveur des enfants dans le monde entier;

2. *Adresse un pressant appel* aux gouvernements et aux particuliers afin qu'ils contribuent au Fonds, en 1952, dans toute la mesure de leurs moyens, de manière à faciliter les activités humanitaires en faveur des enfants du monde entier.

*371ème séance plénière,
le 2 février 1952.*

537 (VI). Habitation, urbanisme et aménagement des campagnes

L'Assemblée générale,

Considérant que le manque de logements convenables est une des caractéristiques principales de l'insuffisance du niveau de vie d'une grande partie des populations du monde,

Considérant que de graves problèmes sociaux sont créés par la pénurie de logements, ou sont aggravés par elle,

Prie le Conseil économique et social d'étudier d'urgence, en ayant recours à cette fin aux organismes subsidiaires appropriés, y compris, s'il y a lieu, les organes régionaux, et avec la collaboration des institutions spécialisées compétentes et des organisations non gouvernementales intéressées, des mesures pratiques destinées à aider les gouvernements à accroître le nombre de logements disponibles pour les éléments de leur population qui ont les revenus les plus bas, mesures qui doivent comprendre notamment celles qui ont les buts suivants:

a) Intensifier les efforts tendant à fournir aux gouvernements des renseignements sur les techniques de production et de construction qui permettraient d'augmenter la productivité de l'industrie du bâtiment, d'utiliser d'une façon plus économique les matériaux locaux et de réduire le prix des logements en abaissant les prix de revient des matériaux et de l'équipement par la standardisation et la préfabrication;

b) Fournir aux gouvernements des avis touchant les programmes de logement et leur rapport avec les plans généraux de développement économique ainsi qu'avec la mise en valeur de zones particulières, urbaines et rurales;

c) Accorder, dans le cadre du programme d'assistance technique et en accord avec les institutions spécialisées et les services de l'Organisation des Nations Unies, des bourses d'études et de perfectionnement aux techniciens de pays atteints par la crise du logement, et notamment des pays dans lesquels l'industrie du bâtiment est encore à un stade purement artisanal;

d) Inviter les gouvernements des pays fournisseurs de matériaux de construction à faire bénéficier d'une certaine priorité les commandes relatives à la construction de logements économiques destinés aux éléments de la population qui ne disposent que de revenus modiques;

e) Aider les gouvernements à élaborer des méthodes pratiques permettant de financer les programmes de logement en recourant à des fonds d'origine intérieure ou extérieure.

371ème séance plénière,
le 2 février 1952.

538 (VI). L'assistance aux réfugiés et leur protection

A

L'Assemblée générale

1. Prend acte de la première et de la deuxième partie du rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés², soumis à l'Assemblée générale par l'entremise du Conseil économique et social conformément aux dispositions du paragraphe 11 du statut du Haut-Commissariat³;

2. Accueille avec satisfaction la conclusion de la Convention relative au statut des réfugiés⁴;

3. Invite les Etats Membres et les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies, qui ont donné la preuve qu'ils s'intéressaient à la solution du problème des réfugiés, à devenir, aussitôt que possible, parties à cette Convention;

4. Rappelle la recommandation qu'elle a formulée dans sa résolution 428 (V), en date du 14 décembre 1950, invitant les gouvernements à coopérer avec le Haut-Commissaire.

371ème séance plénière,
le 2 février 1952.

B

L'Assemblée générale,

Prenant acte de la communication de l'Organisation internationale pour les réfugiés sur les problèmes concernant les réfugiés, qui subsisteront après la disparition de cette organisation⁵ et des observations relatives aux problèmes d'assistance contenues dans le rapport⁶ que le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les

² Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 19.

³ Voir la résolution 428 (V), adoptée le 14 décembre 1950 par l'Assemblée générale.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément n° 19, deuxième partie.

⁵ Ibid., Annexes, points 30 et 31 de l'ordre du jour, document A/1948.

⁶ Ibid., Supplément n° 19, troisième partie.

réfugiés a soumis conformément à la résolution 430 (V), en date du 14 décembre 1950,

Ayant noté les graves problèmes qui subsisteront, dans certaines régions, pour les réfugiés qui n'auront été ni rapatriés ni réinstallés lorsque l'Organisation internationale pour les réfugiés cessera son activité,

Considérant qu'il importe de trouver d'urgence des solutions au problème des réfugiés, parmi lesquelles le rapatriement dans leur pays d'origine des réfugiés qui en expriment le désir,

1. Autorise le Haut-Commissaire, conformément au paragraphe 10 du statut du Haut-Commissaire, à lancer un appel en vue de réunir des fonds destinés à fournir une aide d'urgence aux plus nécessiteux des groupes de réfugiés sur lesquels s'exerce son mandat;

2. Recommande à tous les Etats directement touchés par le problème des réfugiés, ainsi qu'aux institutions spécialisées compétentes et aux autres organisations intergouvernementales intéressées, d'accorder une importance particulière à ce problème lorsqu'elles arrêteront et mettront en œuvre des programmes de reconstruction et de développement économique; et prie le Haut-Commissaire d'aider à encourager les activités entreprises dans ce domaine, en tenant dûment compte de ce qu'il est souhaitable de rapatrier dans leur pays d'origine les réfugiés qui en expriment le désir;

3. Prie instamment les Etats qui s'intéressent à la question des migrations de donner aux réfugiés sur lesquels s'exerce le mandat du Haut-Commissaire toutes facilités pour leur permettre de participer aux projets destinés à favoriser les migrations et de bénéficier de ces projets.

371ème séance plénière,
le 2 février 1952.

539 (VI). Projet de protocole relatif au statut des apatrides

L'Assemblée générale,

Considérant que le déroulement des débats de sa sixième session ne lui donne pas le temps de consacrer toute l'attention voulue à l'examen du point 58 de son ordre du jour intitulé: "Projet de protocole relatif au statut des apatrides",

Décide d'ajourner l'examen de cette question jusqu'à sa septième session ordinaire.

373ème séance plénière,
le 4 février 1952.

540 (VI). Respect des droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Considérant qu'en dépit de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁷, des cas de violation des droits de l'homme ont continué de se produire,

Considérant qu'il incombe, individuellement et collectivement, aux Etats Membres des Nations Unies de

⁷ Voir la résolution 217 (III), adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale.